

15 mai : Dans la Fonction publique comme au ministère de la culture, l'heure est à la mobilisation massive pour les salaires, les carrières et l'emploi

A peine arrivé à Matignon, Manuel Valls a clairement annoncé la couleur : la Fonction publique et et les agents publics sont une nouvelle fois dans la ligne de mire d'une gouvernement qui entend poursuivre dans la voie de l'austérité, en dépit du message électoral du 30 mars dernier signifiant un mécontentement général.

Le Premier ministre a confirmé le gel du point d'indice jusqu'en 2017 ; ce qui revient à amputer gravement le pouvoir d'achat des agents publics.

Il a également confirmé la décision du gouvernement d'imposer 50 milliards d'économies sur les dépenses publiques. Ce chiffre devrait se répartir de la façon suivante : 11 milliards pour les collectivités locales (principalement via la réforme territoriale) ; 10 milliards sur les dépenses de santé et 11 milliards pour la protection sociale (les prestations, familiales, les aides au logement et les retraites) ; 18 milliards pour l'Etat.

C'est à l'aune de ces mesures drastiques que se prépare le prochain budget triennal (2015, 2016, 2017). Et il y a fort à craindre que le ministère de la culture, qui vient pourtant de connaître deux années de baisses historiques (en 2013 : - 4,5% ; et en 2014 : - 2,2%), fasse encore plus douloureusement les frais de cette course aux coupes aveugles et destructrices.

De même, tout laisse à penser que pour trouver 18 milliards d'économies dans le budget de l'Etat, le gouvernement continue à supprimer des emplois et notamment au ministère de la culture, pourtant déjà exsangue et atteint jusque dans ses missions fondamentales.

Au ministère de la culture, nous devons réagir ensemble. Nous devons nous opposer à cette politique du pire en nous mobilisant dans l'unité le 15 mai aux côtés de nos collègues de la Fonction publique.

Nous devons nous saisir du 15 mai pour créer le rapport de forces nécessaire à l'obtention du dégel du point d'indice, l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et la création d'emplois statutaires pour faire face aux besoins.

Nous devons également nous mobiliser pour contraindre la ministre de la culture à respecter ses engagements en matière de rémunérations, de carrières et d'amélioration des conditions de travail.

Notre mobilisation doit permettre l'ouverture sans délai de négociations pour :

- un meilleur déroulement des carrières dans chaque filière,
- obtenir transparence, revalorisation et équité sur le régime indemnitaire,
- une nette augmentation du nombre de promotions de grade et de corps,
- la résorption de la précarité qui gangrène l'ensemble du ministère.

Le 15 mai, prenons rendez-vous avec la rue. Par la grève, dans les manifestations unitaires, nous pouvons imposer d'autres choix au

gouvernement et à Aurélie Filippetti.

Paris, le 9 mai 2014